

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 18

23^e année • mercredi 29 avril 2020

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



NEIL LABRADOR

SOS en faveur des intérimaires

De nombreux temporaires se retrouvent sans salaire. Cette population déjà précarisée a été touchée de plein fouet par la crise sanitaire. Unia Genève demande qu'un fonds de soutien soit mis en place afin de venir en aide à ceux n'ayant pas droit aux mesures déjà prises. **PAGE 5**

POINT DE MIRE

Entre craintes et espoirs

Sylviane Herranz

Semaine cruciale que celle qui s'est ouverte lundi, avec la relance de certaines activités économiques, telles que la coiffure, la vente dans les jardinerie, les magasins de bricolage ou les consultations médicales. Une reprise qui préfigure celle de l'ouverture de l'école obligatoire, annoncée pour le 11 mai. Une rentrée suscitant de larges craintes parmi le corps enseignant et certains parents. Certes, le semi-confinement est dur à vivre, accroît les inégalités, les risques de violence. Le télétravail, le suivi des travaux scolaires, la limitation des contacts sociaux, engendrent de nombreuses

difficultés. Et beaucoup espèrent un retour à la normale. Or de nombreux signaux contradictoires sont émis: les enfants ne seraient pas vecteurs de la maladie, mais les grands-parents ne peuvent toujours pas les garder; certaines activités peuvent reprendre, mais les personnes de plus de 65 ans doivent rester chez elles; il faut respecter les règles sanitaires sur les lieux de travail, mais les moyens de contrôle à disposition sont déjà insuffisants dans les branches, comme la construction ou la vente, où les activités se sont poursuivies.

Alors que les efforts du semi-confinement semblent porter leurs fruits et que l'épidémie paraît être contenue, que les hôpitaux n'ont pas eu à subir l'engorgement tant redouté, cela grâce au formidable engagement de tout le personnel de soins, tant en matière de prise en charge que de réorganisation, faut-il risquer d'annuler ces résultats en ouvrant les vannes trop tôt? Avec une possible deuxième vague de propagation du virus, qui ne fera que retarder d'autant le retour à une vie normale? L'exemple de l'Allemagne où est constatée une recrudescence des cas de contamination pourrait alerter nos pouvoirs publics. Mais les milieux économiques sont influents sur le Conseil fédéral. C'est pareil en France où le Conseil scientifique, qui précé-

nisait une reprise de l'école en septembre seulement, s'est résolu à prendre acte de la décision du président Macron de rouvrir les classes le 11 mai, afin de tenir compte des «enjeux sociaux et économiques».

Renvoyer les enfants à l'école pour que les parents puissent aller travailler? C'est bien de cela qu'il est question. Alors que cette période particulière nous a permis de repenser la place de l'humain dans la société, de redonner aux «petites» mains si essentielles leurs lettres de noblesse, et avant que l'économie ne s'emballe à nouveau, au risque d'un lourd tribut à payer, ne faudrait-il pas renouer avec une revendication plus que centenaire? Celle de la baisse générale du temps de travail, de la répartition de ce dernier et des richesses produites entre toutes et tous, équitablement et par-delà les frontières? C'était le propos des ouvriers et des socialistes à la fin du XIX^e siècle, lorsqu'un congrès internationaliste tenu à Paris décidait d'appeler à manifester, partout dans le monde, le 1^{er} Mai 1890 en faveur de la journée de huit heures. Ce vendredi, nous célébrerons de manière particulière cette 130^e édition en Suisse. Puisse la question de la réduction générale du temps de travail revenir sur le devant de la scène! Bon 1^{er} Mai à toutes et à tous! ■

PROFIL



David Perez, un homme de passions.

PAGE 2

ÉCONOMIE

Reprise jugée prématurée.

PAGE 3

AGRICULTURE

Pour la relocalisation des productions.

PAGE 7

ÉCOLES

Réouverture contestée.

PAGE 9

Sonya Mermoud

Le rendez-vous est fixé dans un passage souterrain au nord de la ville de Gland. Un espace où David Perez donne libre cours à son art avec l'accord de la municipalité. Sur un pan de mur, une infirmière et une caissière, protégées par un masque, évoquent la pandémie de coronavirus et leur difficile mission. Le regard grave, intense, elles interpellent les spectateurs. «J'ai voulu rendre hommage aux personnes œuvrant en première ligne dans cette crise sanitaire», explique le graffeur professionnel qui envisage, à travers de nouvelles fresques, de remercier encore d'autres catégories de travailleurs comme les éboueurs. «J'ai reçu de nombreux retours positifs», poursuit l'homme de 35 ans d'origines suisse et espagnole qui, à la suite d'un reportage effectué par une agence de presse mondiale, a vu son œuvre médiatisée dans une centaine de pays. «Cette démarche me paraissait pourtant naturelle», souligne l'artiste toujours incrédule face à cette flambée d'audience. Et d'expliquer que ses tableaux urbains, signés Sid – Suisse, ibérique et déterminé – lui permettent de faire passer des messages sociaux mais aussi écologiques. «La planète est fragile», soupire l'artiste, qui espère sensibiliser la population à la problématique et susciter des émotions. Aux côtés de kangourous – remémorant en filigrane les dramatiques feux de forêts en Australie – on peut ainsi admirer toute une série d'animaux témoignant de l'amour que l'artiste leur porte. Sans oublier des personnages de bandes dessinées.

À CAUSE D'UNE ARAIGNÉE...

«Je peins beaucoup pour les enfants. Ils adorent», note, ravi, David Perez alors que des gosses, se promenant dans le coin, font halte pour le saluer et échanger quelques mots. Ces contacts réguliers, aussi avec des passants de tous âges, sont très appréciés de l'artiste. «Souvent les gens s'arrêtent pour discuter, me donner leur avis. Un atout quand on peint dans l'espace public.» Pour gagner sa vie, ce sympathique Vaudois réalise des graffitis, des tableaux, des logos, du body painting, etc., au gré des commandes d'entreprises et de privés. Sprays, pinceaux, stylos, aéroglyphes... L'artiste recourt à toutes les techniques, lui qui s'adonne au dessin depuis son plus jeune âge. «Gamin, je passais des heures devant l'aquarium de mon oncle à recopier les poissons», sourit cet homme jovial qui n'a pourtant pas toujours exercé son art de manière professionnelle. «J'ai effectué un apprentissage de pâtissier, surtout parce que j'aimais la finesse, la précision des décorations. Et également par gourmandise.» David Perez travaillera une dizaine d'années dans les métiers de bouche avant d'être arrêté par... un insecte. «Il y a six ans environ, j'ai été piqué à la cheville par une araignée. J'ai fait une mauvaise réaction. La morsure a entraîné une infection. Je n'arrivais plus à res-

ter des heures durant debout. Parallèlement, j'ai eu un début d'allergie à la farine. J'ai décidé d'entamer une reconversion professionnelle.»

SUR FOND DE RAP

Le pâtissier, qui a réalisé ses premiers graffitis urbains en 2003, décide alors de se vouer à sa passion. Ses fréquentes virées dans la péninsule Ibérique l'incitent aussi à choisir cette voie. «À Malaga, où je vais chaque année visiter des membres de ma famille, cette pratique est très courante. J'ai vu des fresques exceptionnelles», note le binational qui a gardé un lien étroit avec sa seconde

patrie. Et alors qu'il s'estime particulièrement chanceux de vivre dans nos frontières. «Bien qu'issu d'un milieu modeste, je n'ai jamais manqué de rien par rapport à la pauvreté sévissant en Espagne», souligne celui qui, tout jeune, s'est aussi lancé dans le rap «conscient». Et continue à écrire des textes et à chanter alors que des amis composent la musique. «Mes sources d'inspiration? La vie», répond le trentenaire également féru... de photographie. Autant d'expressions artistiques qui, affirme Sid, se nourrissent mutuellement. «Je suis un homme de passions. Mais s'il fallait en retenir une seule, ce serait quand même

les graffitis qui font battre mon cœur», précise le touche-à-tout qui peut passer des heures à se balader en forêt, prêt à immortaliser la nature dans son objectif. Ou à réaliser des œuvres éphémères sur cellophane décorant notamment des arbres.

PAS DE PETITS GESTES

«Je dessine alors volontiers des animaux qu'on ne trouve pas chez nous avec l'idée de créer un effet de surprise. J'enlève ces supports une à deux semaines plus tard. Mais parfois, ils ont déjà été vandalisés par des promeneurs.» Pas de quoi toutefois le mettre en colère. Une

émotion que ce natif des Gémeaux ne connaît guère, quand bien même il peut se montrer irrité par «la bêtise humaine» et certains choix politiques. Affilié à aucun parti, David Perez préfère s'en référer aux lois divines, lui qui se définit comme croyant. Et prône des valeurs de respect, d'amour et de paix non sans confier sa peur du futur. Entre destruction de la planète et extinction de masse des espèces: «Trop de mépris motivé par le seul profit. Le monde doit donc passer par la case catastrophe...» Un constat qui n'entame pas pour autant son optimisme et sa capacité à être heureux, estimant que le bonheur, «c'est vivre, partager, dialoguer avec toutes les générations et les cultures». Au chapitre de ses rêves, Sid aimerait décorer la façade d'un immeuble où il rendrait hommage à la beauté de l'existence. «Une fresque géante avec des humains et des animaux cohabitant en harmonie», imagine David Perez qui, questionné sur un de ses graffitis les plus marquants, reste sur cette même ligne: «L'an dernier j'ai été appelé à réaliser une fresque sur le thème des superhéros pour orner le mur d'un collège à El Provencio, un petit village au centre de l'Espagne. J'ai peint une petite fille portant secours à un écureuil blessé. Une manière de dire que nous pouvons tous être des superhéros. Il n'y a pas de petits gestes.» ■

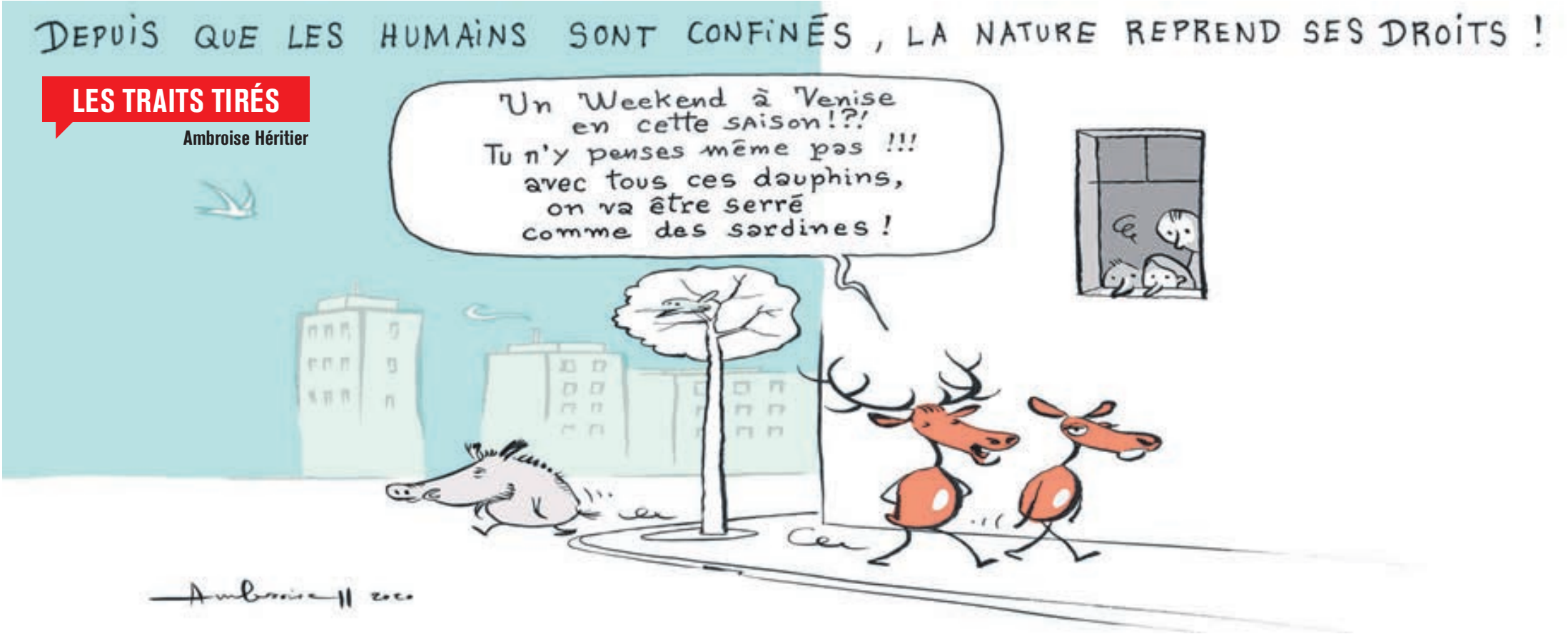
graffisid.com



Clin d'œil reconnaissant aux travailleurs œuvrant en première ligne dans le contexte de crise sanitaire actuel. David Perez, alias Sid, devant sa fresque de caissière.

«JE SUIS UN HOMME DE PASSIONS»

Graffeur professionnel, David Perez, alias Sid, a choisi de rendre hommage aux personnes qui, dans le contexte de crise sanitaire actuel, œuvrent en première ligne. Un artiste au grand cœur



LE 1^{er} MAI SE RÉINVENTE!

En ces temps de crise sanitaire, l'Union syndicale suisse appelle à la solidarité et organise un «rassemblement de masse en digital»

Sylviane Herranz

Coronavirus oblige, il n'y aura pas de défilés ou de moments de convivialité dans la rue à l'occasion de ce 1^{er} Mai 2020. C'est une première en Suisse depuis 130 ans (voir aussi en page 4). L'interdiction de tout rassemblement de plus de cinq personnes décidée par le Conseil fédéral a balayé la cinquantaine d'activités en cours de préparation dans toutes les régions du pays. Mais le 1^{er} Mai se réinvente, et cette Journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs sera célébrée de diverses manières, en Suisse comme ailleurs dans le monde.

Dans notre pays, l'Union syndicale suisse (USS) a placé ce 1^{er} Mai survenant en pleine crise sanitaire sous le slogan «Solidarité plus que jamais!». Des conférences de presse et des actions auront lieu dans quelques cantons (voir ci-dessous), mais l'essentiel de la journée se concentrera de manière virtuelle sur un site internet ouvert spécialement par l'USS: mai2020.ch/fr. Au menu: un «rassemblement de masse en digital», diffusé en flux continu par la faïtière syndicale.

En milieu de journée, deux grands débats auront lieu, l'un en allemand et l'autre en français. Le premier débutera à 13h avec, notamment, la participation de Gregor Gysi, l'un



Cette année, pour la première fois depuis 130 ans, il n'y aura pas de défilé à l'occasion du 1^{er} Mai. Ici, la manifestation de l'année dernière à Fribourg.

des fondateurs de Die Linke en Allemagne. De 14h15 à 15h se déroulera celui en français auquel prendront part Pierre-Yves Maillard, président de l'USS, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT française, Giangiorio Gargantini, secrétaire régional d'Unia Tessin qui évoquera la situation dans son canton, et Vanessa Monney du SSP qui abordera la problématique du personnel des EMS. Durant la journée, des vidéos d'interventions pré-enregistrées de syndicalistes des Unions syndicales cantonales seront aussi visibles sur ce site.

De son côté, Unia produira des échanges en direct avec l'application Zoom. Deux discussions sont prévues. L'une portera sur les stratégies pour sortir de la crise du coronavirus, en s'interrogeant notamment sur qui va payer cette crise, et sur les conséquences pour les salariés et la reconversion écosociale de l'économie. L'autre aura pour thème l'égalité, avec les effets de la crise sur le travail de soins, l'égalité des salaires et la revalorisation des professions féminines. Un conseil juridique auquel il sera possible de soumettre des questions en direct sera également proposé sur facebook.

Le 1^{er} Mai sera encore l'occasion pour l'USS de lancer un appel «Pour une sortie de crise solidaire», avec deux revendications cen-

trales: les sociétés bénéficiant d'aides publiques ne doivent pouvoir ni licencier des employés, ni verser de dividendes à leurs actionnaires; et les salaires des personnes au chômage partiel doivent être compensés à 100% jusqu'à 5000 francs net. Le programme de ce 1^{er} Mai digital sera disponible sur le site créé par l'USS. ■

mai2020.ch/fr

QUELQUES ACTIONS EN SUISSE ROMANDE:

GENÈVE Le 1^{er} Mai genevois est placé sous la devise: «Nos salaires et notre santé valent plus que leurs profits!» La Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) appelle la population à manifester bruyamment aux fenêtres et aux balcons, avec sifflets, casseroles ou d'autres moyens, pour marquer sa solidarité avec les travailleuses et les travailleurs agissant en première ligne dans la lutte contre l'épidémie, et avec toutes celles et tous ceux qui sont précarisés à cause d'elle.

VAUD L'Union syndicale vaudoise (USV) appelle les salariés à placer à leur fenêtre ou sur leur balcon une banderole ou une pancarte réalisée par leurs soins avec le slogan «Notre santé avant leurs profits» et à sortir les drapeaux syndicaux. L'USV invite à prendre des photos de ces réalisations et à les envoyer à: info@usv-vaud.ch. Elles seront publiées en cours de journée sur son site et sa page facebook. Des prises de parole des représentants locaux des syndicats y seront aussi diffusées. Plus d'infos: usv-vaud.ch ou facebook.com/usv.vaud

FRIBOURG Conférence de presse des syndicats, du PS et de la Grève du climat à 10h sur la place Python.

NEUCHÂTEL Rencontre le 30 avril entre une délégation des syndicats neuchâtelois et la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, dans le cadre de sa visite dans le canton, prévue initialement le 1^{er} Mai. Au Val-de-Travers, le POP diffusera deux chansons (*Le temps du muguet* et *Bella ciao*) dans les rues de tous les villages de la commune pour les aînés esseulés, les personnes travaillant en première ligne et tous ceux frappés par la crise. A reprendre en chœur: paroles dans le *Courrier du Val-de-Travers*, et sur la page facebook et le site du POP.

VALAIS L'Union syndicale valaisanne participe, comme les autres unions cantonales, à la plateforme internet de l'USS avec deux vidéos, l'une pour remercier les personnes au front et l'autre en lien avec l'Italie limitrophe.

BIENNE L'Union syndicale de Bienne-Lyss-Seeland organise une photo symbolique avec une grande banderole arborant le slogan «1^{er} Mai, solidarité plus que jamais» en français, allemand et italien. Une tradition à Bienne. Les oratrices prévues, Regula Rytz, conseillère nationale et présidente des Verts, et Mattea Meyer, conseillère nationale PS, s'exprimeront sur le site de l'USS. ■



ANNONCE

1^{er} Mai
Journée internationale des
travailleuses et des travailleurs

manifestons-nous

2020

Genève

Face au coronavirus: protégeons les travailleuses et les travailleurs

La crise engendrée par l'émergence du coronavirus a exacerbé les inégalités sociales. Du renvoi à la maison sans salaire à l'obligation de se rendre au travail sans réelle mesure de protection sanitaire, les abus patronaux n'ont pas connus de trêve.

La crise sanitaire n'aura donc nullement effacé la nécessité d'une journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs. Les syndicats et organisations du comité genevois du 1^{er} Mai vous invitent à prendre part à une action de solidarité.

Vendredi 1^{er} Mai à 12h
Nous nous manifestons!

Retrouvons-nous toutes et tous aux fenêtres et aux balcons pour manifester bruyamment notre solidarité avec les travailleuses et les travailleurs qui sont aux premières loges dans la lutte contre l'épidémie et avec toutes celles et tous ceux qui sont précarisés dans leur emploi et leurs revenus.

www.cgas.ch/1erMai/

1^{er} Mai

Nos salaires et notre santé valent plus que leurs profits !

Une reprise jugée prématurée

Le 27 avril, certaines activités, notamment la coiffure, ont pu redémarrer en Suisse. Trop tôt pour Unia, qui juge les contrôles encore insuffisants et la situation sanitaire fragile

Textes Manon Todesco

Le déconfinement helvétique a commencé. Depuis lundi, cabinets médicaux, physiothérapeutes, salons de coiffure, instituts de beauté, fleuristes et jardinerie ont été les premiers à pouvoir rouvrir leurs portes. Des activités qui, selon le Conseil fédéral, impliquent «peu de contacts directs, n'occasionnent pas de flux importants de personnes et pour lesquelles il est facile de mettre en place des plans de protection». En théorie, les écoles, les autres magasins et les marchés devraient suivre le 11 mai.

CONTRÔLES INSUFFISANTS

A Genève et Vaud, dans le top 3 des cantons les plus touchés par l'épidémie de Covid-19, Unia juge cette reprise prématurée, et les craintes sont vives. Pour Alessandro Pelizzari, secrétaire régional genevois, les raisons pour lever le pied ne sont pas suffisantes. «Nous restons fermes sur nos positions. Si on n'interdit pas les activités non essentielles, il faut au moins garantir que les règles de sécurité soient respectées; or, il y a des branches où cela n'est pas possible, comme la construction.» Ce dernier regrette l'hypocrisie avec laquelle ce dossier est géré. «On permet à certaines activités de rouvrir en confiant complètement aux employeurs la mise en place des mesures de protection, tout en sachant que les contrôles ne sont pas à la hauteur de la situation de la crise actuelle.» Au bout du lac, le responsable syndical estime que l'inspection cantonale du travail a réagi tardivement et fonctionne seulement depuis deux semaines.

NOUVEAUX CAS À PRÉVOIR

Même son de cloche dans le canton de Vaud. «Est-ce que le Conseil fédéral s'est assuré que ces activités pourront fonctionner sans mettre en danger la santé des employés et de la population, et que des contrôles sérieux pourront être menés? Je n'ai pas l'impression...» regrette Yves Defferrard, secrétaire régional vaudois. Ce dernier se dit très préoccupé pour les jours à venir. «Même si nous avons finalement pu obtenir des améliorations notoires en matière de contrôles, la situation n'est pas totalement réglée, en particulier dans les magasins. On arrive à peine à stabiliser la situation qu'on rajoute de nouveaux secteurs à contrôler, ce n'est pas gérable.» Plutôt que de rouvrir d'abord et d'aviser ensuite, le syndicaliste préconise l'inverse. «Cela devrait être aux employeurs de faire la démonstration qu'ils peuvent mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour pouvoir ouvrir.» Yves Defferrard s'attend à revivre une semaine intensive au niveau syndical. «Entre ceux qui ne seront pas ou mal équipés, et ceux qui n'auront pas eu le temps de briefer leurs employés, de nombreuses personnes auront potentiellement été infectées...» ■

«LES SALONS NE SONT PAS PRÊTS»

Si la réouverture des salons de coiffure est théoriquement une perspective positive et un soulagement pour la branche, l'inquiétude est bel et bien présente. «Le mode d'emploi de la réouverture a été annoncé par les autorités fédérales deux jours ouvrables avant la reprise, ce n'est pas sérieux», réagit Véronique Polito, membre du comité directeur d'Unia. «Cela demande du temps et de l'organisation, principalement pour informer correctement les collaborateurs et s'approvisionner en matériel de protection. Une réouverture si rapide n'est pas réaliste.» Parmi les mesures édictées, on retrouve le respect de la distance des deux mètres de sécurité autant que possible, notamment entre les coiffeurs, un maximum d'un siège sur deux occupé, l'obligation de porter des masques pour les coiffeuses et les clients lors du service, de se procurer des visières pour les prestations en face à face ou encore le lavage des ustensiles après chaque client. ■



Le 1^{er} Mai est célébré depuis 130 ans

La tradition du 1^{er} Mai trouve sa source dans la revendication pour la journée de travail de huit heures. Retour sur quelques éléments de ses origines

Sylviane Herranz

Le 1^{er} Mai fête ses 130 ans cette année. Au cœur de cet événement était placée la revendication de la journée de travail de huit heures, alors que, dans la plupart des pays en plein développement industriel en cette fin du XIX^e siècle, on obligeait les ouvriers à travailler quotidiennement onze, douze, ou même quatorze heures, six jours par semaine. C'est au Congrès international ouvrier socialiste tenu à Paris en juillet 1889, que la proposition d'une journée internationale de lutte pour les huit heures a été décidée. Le 20 juillet, la résolution suivante est adoptée: «Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris. Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1^{er} mai 1890 par l'American Federation of Labor, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale. Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.»

Ce 1^{er} mai 1890, aux Etats-Unis, des journées d'actions et de grèves étaient convoquées en faveur de la journée

de huit heures. Comme dans certaines régions de Suisse, le 1^{er} mai représentait la date où débutaient les locations, les baux ou les contrats. En 1886, les syndicats américains avaient déjà posé un ultimatum à cette date au patronat: soit la journée de huit heures était introduite dans les entreprises, soit les ouvriers cesseraient le travail. Le 1^{er} mai 1886 de nombreuses grèves éclatèrent dans tout le pays. A Chicago, 40 000 travailleurs cessèrent le travail, certains étaient déjà à l'arrêt depuis trois mois. Trois jours plus tard, la répression s'est abattue sur les ouvriers, faisant six morts et une cinquantaine de blessés. Le lendemain, lors d'un meeting de protestation réunissant 15 000 personnes, une bombe explosa alors que la police commençait à charger, tuant huit policiers. «Ce fut le signal d'une folle panique et d'un terrible massacre, les policiers indemnes s'étant mis à tirer sur la foule. La ville fut mise en état de siège et un grand nombre de militants ouvriers arrêtés, tandis que s'installait une véritable hystérie anti-anarchiste et antisindicaliste. Qui a lancé la bombe? On ne l'a jamais su», écrit l'historien Marc Vuilleumier, dans un historique du 1^{er} Mai publié sur le site de la CGAS*. Plusieurs anarchistes, innocentés par la suite, ont été condamnés à mort après ces événements.

En 1888, l'American Federation of Labor reprenait la campagne pour les huit heures et appelait à des actions pour qu'elles soient instaurées dès le 1^{er} mai 1890, date qui sera reprise par le Congrès de Paris. Cette mobilisa-



Le premier 1^{er} Mai à Paris, en 1890. La police tente de disperser la foule.

tion internationale ne devait se dérouler qu'une seule fois. Mais un peu partout, les congrès socialistes ou les fédérations ouvrières décidaient spontanément de la renouveler l'année suivante, expliquait en 1896 Gabriel Deville, un des dirigeants du Parti ouvrier français, dans son très intéressant *Historique du Premier Mai*, publié dans la revue *Le Devenir Social***. Sa périodicité sera adoptée le 22 août 1891 par le Congrès ouvrier socialiste international de Bruxelles, puis confirmée lors du Congrès de Zurich en août 1893. Ce dernier ajoute, dans sa résolution: «La manifestation du 1^{er} mai pour la journée de huit heures doit en même temps affirmer en chaque pays l'énergique volonté de la classe ouvrière de mettre fin par la révolution sociale aux différences de classe, et ainsi de manifester par la seule voie qui conduit à la paix dans l'intérieur de chaque nation et à la paix internationale.»

LE 1^{er} MAI 1890 EN SUISSE

En Suisse, le premier 1^{er} Mai de 1890 a été un succès avec des actions telles qu'arrêts de travail, cortèges ou meetings dans 34 localités. Comme le souligne Marc Vuilleumier: «Toutes se font au nom de la journée de huit heures, que les auteurs justifient par une argumentation que nous connaissons bien: l'augmentation de la productivité due au progrès tech-

nique permet un abaissement de la durée du travail; cet abaissement se traduirait par un travail de meilleure qualité; il créerait de nouveaux emplois pour les chômeurs. Enfin, on ne manquait pas de souligner la grande valeur culturelle et éducative qu'aurait la réduction des heures de travail: cela permettrait enfin à l'ouvrier de lire, de se cultiver, de s'adonner à des loisirs instructifs, de participer plus activement à la vie politique, de s'occuper de ses enfants...» De nombreuses résolutions pour la journée de huit heures comme objectif final mais de dix heures dans l'immédiat sont adoptées. L'historien mentionne une autre caractéristique commune de cette journée helvétique: «Tous ont le sentiment de participer à un vaste mouvement, qui s'étend à l'ensemble du monde. Même dans les plus petites localités, on sait que si l'on n'est pas nombreux sur place, ce sont par centaines de milliers et par millions qu'au même moment, les travailleurs manifestent, dans tous les pays industrialisés. Les échos de la journée et son renouvellement les années suivantes ne feront que renforcer ce sentiment d'appartenance à la solidarité.» ■

*cgas.ch/1erMai/spip.php?article332

**marxists.org/francais/deville/index.htm

BRÈVE

RÉFUGIÉS EN GRÈCE LA SUISSE DOIT S'ENGAGER

La Commission des institutions publiques du Conseil national (CIP-N) a chargé le Conseil fédéral, le 23 avril dernier, de s'engager au niveau européen en faveur d'une amélioration claire de la situation dans les îles de la mer Egée. Le contexte dans cette partie du monde se révèle en effet dramatique, en particulier à Lesbos et à Samos, après l'ouverture de la frontière greco-turque et le risque de propagation de la pandémie de coronavirus. «Jusqu'à 80 000 personnes se dirigent vers la frontière extérieure de l'UE, en Grèce. Une explosion des cas de Covid-19 serait catastrophique et causerait de nombreux décès», s'inquiète la CIP-N, soulignant que l'Etat grec ne dispose pas des capacités à prendre en charge correctement un nombre aussi important de réfugiés. Comme il ne peut traiter autant de demandes d'asile dans des délais opportuns. Pour la Commission, tous les pays du Vieux-Continent doivent assumer leurs responsabilités. Si la Suisse, en raison de sa situation géographique, n'a pas à faire face à une importante arrivée d'exilés et profite du règlement Dublin, elle ne peut pour autant se soustraire à son devoir d'entraide. La CIP-N demande au gouvernement de s'engager au niveau européen en faveur d'une réforme de ce système, «afin qu'une répartition plus juste et plus équilibrée des réfugiés soit opérée et qu'un traitement humain soit garanti à ces derniers». Une «action rapide» a aussi été exigée sur cette question par la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N). Cette dernière a fait part de ses préoccupations concernant les conditions d'existence dans les camps de réfugiés dans les îles égéennes via un courrier adressé à la cheffe du Département fédéral de justice et police. De plus, dans son communiqué du 21 avril, la CPE-N annonce entre autres, par 16 voix contre 8, le dépôt d'une motion invitant le Conseil fédéral à augmenter de 100 millions de francs le budget alloué à l'aide humanitaire pour l'année en cours. «Il s'agit notamment de prendre en considération les appels d'organisations internationales telles que l'ONU, le CICR, et l'IFRC (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-rouge, *ndlr*) pour lutter contre la crise du Covid-19 et gérer la situation précaire dans les camps de réfugiés.» ■ **SM**

IMPRESSUM

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL Place de la Riponne 4 1005 Lausanne · Tél. 021 321 14 60 · Fax 021 321 14 64 · redaction@evenement.ch www.evenement.ch **ÉDITEUR** L'Événement syndical **Syndicat Unia** **PRÉSIDENT** Aldo Ferrari **RÉDACTRICE EN CHEF** Sylviane Herranz **RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE** Sonya Mermoud **ADMINISTRATEUR** Nicolas Jacot **JOURNALISTES** Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin **COLLABORATEURS RÉGULIERS** Evelyn Brun, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald, Daniel Süri **PHOTOGRAPHES** Neil Labrador, Thierry Porchet **ABONNEMENTS** 39 éditions par an. Abonnement annuel Fr. 60.- Abonnement de soutien Fr. 100.- forum@evenement.ch **Publicité** pub@evenement.ch **CONCEPTION & MISE EN PAGES** Atoll "îlots graphiques" Catherine Gavin **IMPRESSION** Pressor SA, Delémont-Tirage contrôlé 58 164 exemplaires.



En France, la Confédération générale du travail porte le combat pour la journée de 8 heures. Ici, une affiche datant de 1912.

ANNONCE

LE COURRIER

Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant

Essai Web 2 mois: CHF 19.-

www.lecourrier.ch

LES PLUS PRÉCAIRES EN LIGNE DE MIRE

Les travailleurs temporaires sont les premières victimes de cette crise sanitaire liée au Covid-19. Unia demande qu'un fonds de soutien leur soit accordé

Manon Todesco

«**P**récaires au travail. Sans revenu face à la crise sanitaire.» Le 22 avril, plusieurs travailleurs temporaires de différents secteurs ont témoigné de leur situation lors d'une conférence de presse d'Unia, tenue sous les fenêtres des autorités cantonales. Le syndicat estime qu'ils sont 350 000 en Suisse et au moins 15 000 à Genève: une population souvent précaire qui a été la première à payer les frais de la crise sanitaire du coronavirus.

«Dès les premières annonces du Conseil fédéral, nous avons eu des centaines de cas de travailleurs temporaires licenciés dans le canton, explique Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia Genève. Sans compter les travailleurs frontaliers que nous avons du mal à quantifier.» Si le Conseil fédéral a revu sa copie en permettant dès le 21 mars à cette catégorie de travailleurs de bénéficier du chômage partiel, c'était déjà trop tard pour les personnes concernées par cette première vague de licenciements...

«Si la situation s'est améliorée à partir du 21 mars, cela ne concerne en réalité qu'une minorité d'intérimaires, nuance le syndicaliste. Car pour être éligible aux RHT, il faut des revenus stables, sans trop de variations de salaire. Ceux qui ont une mission longue, en CDI, sont donc mieux lotis que ceux

qui ont un parcours discontinu, qui n'auront pas assez cotisé pour avoir droit aux indemnités.» Les plus précaires se retrouvent donc exclus de ces mesures.

Enfin, Unia précise que de nombreux intermédiaires, à l'image des plateformes type Uber, UberEats ou MénageSimple, ne se déclarent ni comme employeurs ni comme agences temporaires, et ne peuvent donc pas prétendre aux RHT pour leurs employés.

REVENDEMENTS

Dans ce contexte, Unia réclame dans un premier temps que le principe de responsabilité solidaire soit appliqué. «Nous appelons les entreprises qui utilisent cette main-d'œuvre à prendre leurs responsabilités», souligne Alessandro Pelizzari.

«Par ailleurs, nous demandons avec l'USS que soit mis en place un fonds fédéral de soutien pour venir en aide aux salariés précaires, à l'image du fonds imaginé pour les indépendants.» Cette exigence a été doublée au niveau local auprès du Conseil d'Etat genevois. «Après des semaines de discussions, nous avons reçu une invitation pour débattre des contours d'un tel fonds sous l'égide du conseiller d'Etat Thierry Apothéloz», se réjouit le responsable syndical. «Les choses bougent et nous espérons que cette séance aboutira à une solution qui profitera aux plus précaires.» ■



NEIL LABRADOR

Plusieurs temporaires se sont déplacés la semaine dernière sous les fenêtres des autorités cantonales, à la rue de l'Hôtel-de-Ville à Genève.



NEIL LABRADOR

TÉMOIGNAGES

LOUIZA*, FEMME DE MÉNAGE

«Je travaille pour MénageSimple en tant que femme de ménage pour les particuliers et les entreprises, qui fixe nos heures de travail et notre salaire. Avant l'épidémie de Covid-19, je travaillais jusqu'à 150 heures par mois, mais le mois dernier je n'ai fait que 50 heures, car la plupart des clients ont annulé les prestations comme ils sont confinés chez eux. Certaines familles ont proposé de continuer à nous payer pour que nous ayons notre salaire

complet, mais MénageSimple a fait annuler les prestations, nous ne touchons donc que les rares heures que nous effectuons dans le mois. Une collègue a reçu 87 francs le mois dernier. Ce qui est rageant, c'est que nous risquons notre santé sur le terrain et nous ne sommes pas payées à notre juste valeur. Quant à MénageSimple, ils se déchargent de leurs responsabilités et ne compensent pas nos pertes de salaire.»

ANTONIO, MAÇON

«Je suis arrivé en Suisse en 2014 et, depuis, je n'ai jamais réussi à obtenir un contrat fixe. A 54 ans, je suis trop vieux et trop cher pour qu'on m'embauche en fixe. Je suis donc temporaire dans la construction. Le 18 mars, mon agence temporaire a mis fin à mon contrat, juste après les annonces officielles en lien avec le coronavirus. Cela faisait deux ans et demi que j'étais chez Implenia. Ils me doivent encore plus de 1500 francs de vacances non prises en 2019. J'ai pu m'inscrire au chômage normal, mais c'est donc à moi d'assumer cette crise en prenant sur mon droit au chômage, ce n'est pas juste.»

FRANCESCA*, INDUSTRIE ALIMENTAIRE

«Je suis venue d'Italie il y a neuf mois, car l'agence One Placement me proposait un emploi temporaire chez Ronin Primeurs, consistant en la préparation des aliments. Je n'avais jamais fait cela avant mais ce boulot ne requerrait aucun diplôme particulier. Le 12 mars dernier, alors que la fermeture des écoles venait d'être annoncée, l'agence nous a dit qu'il n'y avait plus de travail, que notre activité était suspendue en attendant la reprise. Mes heures effectives ont été payées jusqu'au 12 mars et, depuis, je n'ai plus rien touché. Je n'ai pas formellement été licenciée, mais on nous a envoyé les attestations pour nous inscrire au chômage, donc la situation est floue. Et en même temps, comme cela est arrivé avant que les temporaires puissent toucher le chômage partiel, je n'y aurai pas droit. Quant au chômage classique, je n'aurai sans doute pas assez cotisé pour espérer en bénéficier. C'est très difficile, car nous avons des familles à charge.» ■

*Prénoms d'emprunt.

Femmes de ménage en grande difficulté

Les mesures de confinement ont banni des employées de l'économie domestique de nombreux foyers, les plongeant dans la précarité

Jérôme Béguin

En temps normal, les quelque 400 000 personnes employées dans l'économie domestique en Suisse, essentiellement des femmes et en partie sans statut légal, vivent bien souvent dans la précarité. Les conséquences du coronavirus et des mesures de semi-confinement n'ont fait qu'accentuer cette tendance, des dizaines de milliers de femmes de ménage, nounous ou gardes-malades se retrouvant en grande difficulté. A l'image de Julia*. Cette jeune femme est employée à l'année par six foyers genevois pour faire le ménage et garder des enfants. Après cinq semaines d'arrêt complet, elle a recommencé à travailler ces derniers jours dans l'un de ces ménages. «Pour trois heures par semaine au lieu de dix et plus», explique-t-elle. Deux de ses employeurs lui ont malgré tout payé ses heures durant cette période, mais trois autres ne lui ont rien versé. «Je gagne beaucoup moins qu'habituellement et cela me gêne terriblement. Je vis seule avec ma fille de 8 ans et je dois déboursier 1200 francs pour le loyer et plus de 400 pour les assurances maladie. Si je suis parvenue à payer les dernières factures, je ne sais pas comment je ferai pour les prochaines. Les échéances vont vite arriver. Je vais peut-être emprunter à des amis et je compte qu'on me donne un peu à manger.» Et pour ne rien arranger, les écoles étant fermées, elle doit emmener sa fille au travail. «Je prie chaque jour pour que le Ciel me vienne en aide.»

Pour compenser son manque à gagner, Julia n'a le droit ni au chômage partiel ni à l'assurance perte de gain. Au début du mois d'avril, Unia et d'autres syndicats avaient demandé en vain au Conseil fédéral de prendre des mesures urgentes pour venir au secours de ces employés qui réalisent un travail indispensable au fonctionnement de notre économie et de notre société. Julia ne peut pas non plus obtenir une aide des services sociaux. «Je suis sans titre de séjour, j'ai déposé une demande de régularisation Papyrus qui implique une indépendance financière.» Ce problème se pose aussi pour les détentrices d'un permis B. Julia est adhérente du Sit. Ce syndicat genevois a interpellé le Conseil d'Etat du bout du lac en présentant dix revendications, dont la mise en place d'une «allocation temporaire cantonale de pandémie forfaitaire garantissant un revenu d'existence minimal», une garantie d'accès au service minimal des crèches, écoles et accueil parascolaire ou encore le lancement d'une campagne de communication pour rappeler aux employeurs leurs obligations.

ON DOIT CONTINUER À PAYER

On doit en effet payer sa femme de ménage même lorsqu'on lui demande de ne pas venir. «Les femmes de ménage ne sont pas indépendantes, il ne s'agit pas d'entreprises qui vendent des services, mais de salariées et, en les engageant, on a des obligations d'employeur. Le droit est clair: que les personnes employées soient rémunérées

à l'heure, au noir, qu'elles soient sans papiers ou qu'il n'existe pas de contrat écrit, les obligations restent les mêmes», rappelle Arthur Auderset, secrétaire syndical d'Unia Vaud. «Il faut partir de l'idée que l'employeur n'est a priori pas de mauvaise foi, mais qu'il n'est tout simplement pas correctement informé sur son obligation de continuer à verser le salaire. L'employée doit informer son employeur en renvoyant au besoin vers les sites de Chèques-emploi ou en s'appuyant sur les articles parus dans la presse», souligne Clotilde Fischer, responsable de Chèques-emploi. Dans le canton de Vaud, 6000 employées de maison sont déclarées grâce à ce service géré par l'Entraide protestante suisse (EPER). Le système existe aussi dans les autres cantons romands sous des appellations différentes.

Encore faut-il que l'employeur joue le jeu. Dans le cas contraire, il est possible, épaulé par son syndicat, d'introduire une demande aux Prud'hommes, mais on imagine la difficulté pour une personne sans statut légal de revendiquer son dû. «Le problème de fond reste de faire valoir ses droits, reconnaît Arthur Auderset. Ce problème existe partout, mais il est plus aigu pour les personnes sans papiers. Aujourd'hui, l'Etat ne garantit en rien à ces personnes de pouvoir dénoncer leur employeur sans risque. Même en tant que syndicat, si nous avons quelques moyens d'agir, de mettre la pression sur l'employeur, nous ne pouvons être assuré qu'un juge ou un patron ne dénoncera pas la travailleuse. Même dans le cas extrême relevant

de la traite d'êtres humains, on peut être renvoyé à la fin de la procédure judiciaire. Du coup, par peur de se faire dénoncer et renvoyer, on n'ose revendiquer ses droits. Il s'agit finalement d'une question de pouvoir. Les employeurs ont un pouvoir total sur ces personnes, l'Etat n'offre pas de contre-pouvoir et n'assume pas ses responsabilités en ne vérifiant pas que le contrat-type de travail soit correctement appliqué.»

Unia Vaud et l'EPER se sont associés pour demander aux autorités cantonales d'intervenir en faveur des salariées de l'économie domestique. Les deux organisations invitent l'Etat à créer notamment un fonds d'urgence pour aider les personnes qui se retrouvent privées de revenu, à rappeler aux employeurs leur obligation de payer les salaires et de respecter le contrat-type du personnel des ménages privés ou encore à accélérer la régularisation des travailleuses sans statut légal sur le modèle genevois de Papyrus. ■

*Prénom d'emprunt.

Informations et accès aux Chèques-emploi sur:
Vaud: cheques-emploi.ch
Genève: chequeservice.ch
Valais: toprelais.ch
Neuchâtel: tacne.ch
Fribourg: cheque-emploi-fribourg.ch
Jura: caritas-jura.ch

«LA GRÈVE DES FEMMES A ÉTÉ LE SOMMET DE MON TRAVAIL»

Après 25 ans d'engagement syndical, Corinne Schärer quitte Unia pour se consacrer à la formation et au développement durable

Sylviane Herranz

La grève des femmes du 14 juin 2019 a été, pour Corinne Schärer, l'aboutissement d'un engagement de plus d'un quart de siècle pour la cause de l'égalité et celle des femmes. A la fin du mois d'avril, la dirigeante syndicale quittera Unia pour revenir à ses premières amours: la formation et la justice sociale. «La boucle est bouclée, je travaillerai de nouveau avec ces deux dossiers qui me tiennent à cœur et par lesquels j'ai débuté mon engagement syndical, en 1994, au Syndicat des services publics (SSP) à Zurich.» La responsable du département Politique d'Unia précise que c'est après la formidable mobilisation du 14 juin dernier que l'idée d'un changement professionnel a germé. «Cette grève a été le sommet de mon travail. J'ai pensé qu'à 55 ans, c'était le dernier moment pour relever un nouveau défi.» Dès le mois de mai, Corinne Schärer rejoindra la fondation Education 21, dont l'objectif est d'insuffler dans les écoles et les lieux de formation les principes du développement durable. «Une problématique qui rassemble des thèmes importants tels que les droits humains, le climat, les droits syndicaux et ceux des femmes», résume Corinne Schärer qui y dirigera une équipe et siégera au comité directeur de la fondation. Un poste en phase avec ses idées, elle qui a aussi été députée des Verts au Grand Conseil bernois de 1998 à 2012. Après des études en histoire et en anglais, suivies de deux ans au SSP où elle s'est occupée de l'enseignement, Corinne Schärer est engagée en 1996, avec Catherine Laubscher, actuelle responsable d'Unia Neuchâtel, comme secrétaire centrale de la «petite» unia, nouvellement créée à l'initiative du SIB, de la FTMH et d'Actions Unia de Genève. Toutes deux ont été des pionnières de l'implantation syndicale dans le secteur tertiaire. «C'était très stimulant, nous avons pu créer de nouvelles manières de faire du travail syndical. D'abord, la couleur avait changé. Le turquoise avait remplacé le rouge pour montrer que ce nouveau syndicat était vraiment pour les femmes.

Cela a été un grand enrichissement de travailler avec Christiane Brunner et Catherine, et leur grande créativité.» Et de se remémorer, le sourire dans la voix, la première action publique de la «petite» unia, lors d'une campagne contre une révision de la Loi sur le travail autorisant le travail du dimanche. Un lit gigantesque avait été posé sur la Bärenplatz à Berne. Christiane Brunner, présidente de la FTMH, et Vasco Pedrina, président du SIB, devaient se glisser sous le duvet pour donner une conférence de presse. «Nous avons beaucoup rigolé! Vasco ne voulait pas être dans le même lit que Christiane! Mais notre action a eu un succès retentissant. Les journaux télévisés en ont parlé. Et nous avons gagné la votation!»

HISTOIRE À SUCCÈS

La construction de la «petite» unia a été un point d'appui pour la création d'Unia, fin 2004. «C'était important de pouvoir entrer pas à pas dans le tertiaire. Le secteur compte aujourd'hui autant de membres que chacun des autres secteurs d'Unia. «De 8000 syndiqués en 1996, nous sommes passés à près de 50 000. Cela a été un travail énorme. Porté depuis 2008 par Vania Alleva. Ce développement a été une véritable histoire à succès», se réjouit celle qui, au début des années 2000, reprendra le secrétariat régional du SSP à Berne, jusqu'à son retour, neuf ans plus tard, à Unia. En 2012, elle est élue au comité directeur, qu'elle quittera peu avant la grève des femmes de 2019 pour y consacrer toute son énergie, notamment dans la Coordination nationale où elle s'est engagée sans compter. La crise actuelle du coronavirus est pour elle l'occasion de revenir sur l'importance des métiers du tertiaire, essentiellement féminins. «Tout le monde applaudit les vendeuses, mais il faudra que cette crise soit un levier pour revaloriser leurs salaires et leurs conditions de travail. Une Convention collective de travail nationale du commerce de détail est nécessaire. Le refus des employeurs, hostiles à Unia, est un scandale, dans une branche où travaillent environ 400 000 personnes! Nous avons obtenu des améliorations

dans les autres métiers, comme la coiffure, l'hôtellerie-restauration ou les soins privés, mais ils doivent également être revalorisés. Corinne Schärer a aussi été la «Madame égalité» d'Unia. De l'introduction de la Loi sur l'égalité (LEG) en 1996 à aujourd'hui, elle en a suivi le long cheminement. Quel est son sentiment alors que les différences salariales ne s'estompent toujours pas? «C'est vraiment dur, il faut beaucoup de patience. On avance très lentement, mais nous avons quand même réussi à faire changer la loi», réagit-elle en rappelant les nombreuses étapes: session extraordinaire de 2007 tirant le bilan des 10 ans de la loi et constatant son inefficacité, instauration du Dialogue de l'égalité, structure tripartite à laquelle elle prendra une part active, qui a duré de 2009 à 2014, et constat que le principe du volontariat sur lequel il reposait a échoué. Puis la promesse de Simonetta Sommaruga, invitée au Congrès des femmes de l'USS de 2013, de modifier la LEG. Et cette révision, adoptée en décembre 2018. «Cela a été une grande déception: les contrôles ne sont pas contraignants, il n'y a pas de sanction...» regrette la syndicaliste, qui informe qu'Unia met néanmoins en place un processus d'examen des salaires en partenariat social dans certaines entreprises pour appliquer les nouvelles dispositions.



Corinne Schärer a été l'une des pionnières du développement syndical dans le secteur tertiaire. Elle a aussi joué un rôle central dans la lutte pour l'égalité salariale et pour la grève féministe du 14 juin 2019.

«SANS MOBILISATION, RIEN N'EST POSSIBLE» Pour Corinne Schärer, seule la mobilisation des femmes a permis ces changements. Comme responsable de l'égalité à Unia et coprésidente de la commission féminine de l'USS, elle y a joué un rôle central. «Nous avons organisé une première manifestation en 2010, avec la Marche mondiale des femmes. Nous étions 8000 à Berne, sur des thèmes très larges. Puis une

nouvelle manifestation en 2015, cette fois spécifiquement sur l'égalité salariale. Elle a eu un énorme succès: 12 000 femmes et hommes solidaires y ont participé. Puis une autre en 2018, nous étions 20 000 à Berne. Et enfin, nous étions un demi-million dans la rue le 14 juin dernier lors de la grève féministe. Je suis très fière de ces mobilisations qui ont été une partie très importante de mon travail. Et je suis convaincue que, sans elles, rien n'est possible.» Pour l'avenir, outre la question des salaires, Corinne Schärer pense que le thème central à aborder, et dont elle espère que le prochain Congrès d'Unia débattrait, est la question de la baisse générale du temps de travail. «La crise sanitaire en cours montre que des choses sont possibles, pour le climat également. Les syndicats doivent puiser de la force de cette expérience. Avec une baisse du temps de travail à 30 ou 35 heures hebdomadaires et le maintien des salaires, nous pourrions apporter une réponse à la crise du travail de *care* qui existe depuis plusieurs années. Cela implique un changement radical de la société.» La syndicaliste ajoute encore que l'introduction d'un congé parental, en plus des congés maternité et paternité, est aussi essentielle pour que les pères comprennent que leur place est auprès des enfants dès leur naissance.

«Unia peut et doit montrer beaucoup plus ce qu'il fait pour l'égalité, pour les femmes, dans les campagnes et sur le terrain. Il doit faire apparaître clairement que le syndicat est aussi là pour les salariées, même si le turquoise a été remplacé par le violet.» A l'heure de s'engager sur une nouvelle voie, Corinne Schärer tire un bilan très positif: «Je pars avec le sentiment que j'ai fait beaucoup, que j'ai pu avoir un impact important. J'ai bénéficié de belles expériences et d'enrichissements. J'ai rencontré des femmes exceptionnelles et des hommes solidaires convaincus qu'il faut changer le monde, la société, pour une société plus égalitaire. C'est une grande satisfaction.» ■



La syndicaliste a été au cœur de la préparation de la grève des femmes qui a rassemblé quelque 500 000 personnes en Suisse le 14 juin dernier. Ici à Berne, en compagnie de Vania Alleva.

L'Oseo participe aux efforts de la Chaîne du bonheur

Des millions de francs ont été récoltés pour venir en aide aux personnes déjà précarisées et durement frappées par la crise du coronavirus

Sylviane Herranz

Face aux risques de grande précarité subie ou que subiront de très nombreuses personnes ou des familles en Suisse en raison de la crise du coronavirus, la Chaîne du bonheur a lancé, le 23 mars dernier, une opération de collecte de dons pour apporter une aide complémentaire à celle de la Confédération ou des cantons quand celle-ci ne suffit pas. Les bénéficiaires sont les personnes et les familles vivant dans la précarité avant la pandémie et qui se retrouvent depuis dans une situation encore plus difficile, celles de condition modeste ayant perdu leurs revenus et n'ayant pas droit aux aides de l'Etat ou des assurances sociales, les personnes âgées ou handi-

capées isolées et dépendantes, et les sans-abri. Depuis le lancement de cette opération, qui se poursuit aujourd'hui, plus de 33 millions de francs ont été récoltés, dont 10 millions lors de la journée nationale de solidarité du 16 avril. L'aide est distribuée principalement par Caritas Suisse et la Croix-Rouge, les deux organisations partenaires de la Chaîne du bonheur. Quatre autres associations ont reçu une partie de ces dons afin de mettre en œuvre ce soutien: l'Armée du Salut, Pro Infirmis, Pro Senectute et l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO). Cette dernière, aujourd'hui indépendante, a été fondée en 1936 par les syndicats et le Parti socialiste. Grâce aux dons de la Chaîne du bonheur, l'Oseo a pu créer de nouvelles prestations de conseil et de

services pour soutenir les personnes affectées par la crise. En particulier pour les travailleuses et les travailleurs pauvres, les familles monoparentales, les personnes menacées par le chômage, les réfugiés et les migrants. Pour l'instant, six associations régionales de l'Oseo participent à cette première aide d'urgence, notamment celles de Neuchâtel et de Genève pour la Suisse romande. A Neuchâtel par exemple, l'Oseo a pu remettre des ordinateurs portables à des familles dans le besoin. «Mes enfants doivent suivre l'école en ligne. Moi, je devrais continuer mon cours d'allemand sur Internet, mais ce n'est pas possible. Il m'est difficile de me concentrer. Comme nous n'avons qu'un seul PC avec une connexion internet lente, il y a des disputes avec mes trois enfants. Nous sommes très

heureux de recevoir un ordinateur grâce à la collecte de dons», témoignait une mère célibataire, citée dans un communiqué de l'Oseo diffusé mi-avril. A Genève, ce sont des gants, des masques et des produits désinfectants qui ont pu être achetés rapidement et fournis aux nettoyeuses et aux nettoyeurs des bus et des trams encore en activité. A l'Oseo de Schaffhouse, douze interprètes peuvent désormais répondre au téléphone dans 21 langues et dialectes. ■

Plus d'informations sur:
Oseo: sah-schweiz.ch/fr
Chaîne du bonheur: bonheur.ch

«IL NOUS FAUT RELOCALISER NOS PRODUCTIONS»

La Journée internationale des luttes paysannes a été l'occasion pour Uniterre de pointer du doigt les leçons à tirer de la crise actuelle

Propos recueillis par Aline Andrey

«**E**nsemble mettons en œuvre la souveraineté alimentaire ici et maintenant! Et stoppons les aberrations du système actuel!» Le titre du communiqué du syndicat Uniterre, lancé le 17 avril, Journée internationale des luttes paysannes, donne le ton. La missive indique: «Alors que les agriculteurs et artisans sont sacrifiés depuis des décennies sur l'autel de la croissance à court terme et de la tertiarisation de l'économie, quand le système se grippe, l'Etat favorise encore et toujours le marché globalisé et les acteurs industriels de l'agro-alimentaire.»

Pour le syndicat, il incombe au Conseil fédéral et au Parlement de tirer des leçons de la crise liée au Covid-19 en mettant en œuvre la souveraineté alimentaire, soit la création d'un cadre qui valorise la production indigène, les circuits courts, l'agriculture paysanne (au contraire de l'agro-industrie) et les artisans locaux, tout en faisant preuve de solidarité avec les paysans du monde entier et celles et ceux qui luttent pour la justice climatique et sociale.

Dans une lettre ouverte au conseiller fédéral en charge de l'Economie, Guy Parmelin, Uniterre met aussi en lumière les aberrations du système actuel et rappelle ses revendications dont: la revalorisation du prix du lait, l'interdiction du calibrage des fruits et des légumes, la baisse immédiate du contingent d'importation de vins, l'interdiction de déclasser des céréales propres à la consommation humaine et la revalorisation du prix de base des céréales indigènes, l'arrêt des impor-

tations de viande tant que les stocks suisses ne sont pas écoulés... Eclairage avec Vanessa Renfer, secrétaire d'Uniterre et paysanne dans le canton de Neuchâtel.

QUESTIONS RÉPONSES

Dans sa lettre au conseiller fédéral, Uniterre souligne le mépris dont les paysannes et les paysans sont victimes, mais aussi les ouvriers agricoles, les consommateurs, les droits des personnes, les produits, la nature...

Les assouplissements de l'ordonnance du 1^{er} avril pour faciliter les importations sont honteux vis-à-vis des efforts fournis par les paysans suisses. Ces taux de douane faibles, voire inexistant, à l'importation d'œufs, de beurre ou de viande de bœuf, ou encore l'autorisation d'un étiquetage moins précis pour aller plus vite, vont à contre-sens de ce que nous apprend cette pandémie, à savoir diminuer notre dépendance vis-à-vis de l'étranger. C'est contradictoire aussi avec les problèmes d'écoulement des paysans suisses liés à la fermeture des restaurants. Autre incohérence: d'un côté une aide d'urgence pour l'industrie pour le stockage de la viande est mise en place, et de l'autre, la Suisse importe. Or, dans cette crise, la souveraineté alimentaire prend tout son sens. C'est l'occasion de réfléchir autrement. Il nous faut relocaliser nos productions.

De plus en plus de consommateurs privilégient pourtant l'achat direct aux paysans...

Oui, avec la crise, énormément de gens se rendent dans les marchés à la ferme, les self-services, et donnent ainsi une tout autre réponse que celle de notre gouvernement qui nous met des bâtons dans les roues en assouplissant les importations, en fermant les marchés, et en interdisant la vente de plantons.

La journée du 17 avril a permis de créer des liens entre paysans et bénévoles grâce à la plateforme «Agriculture du futur» dont fait partie Uniterre.



Pour la secrétaire d'Uniterre, la crise sanitaire que nous traversons révèle l'importance de la souveraineté alimentaire. Ici, des plantons prospèrent à la Ferme de la Lizerne à Dizy, près de Cossonay, lors de la journée du 17 avril.

Une plateforme pour créer du lien

Le 17 avril, la jeune alliance Agriculture du futur a permis à une soixantaine de bénévoles de travailler chez des paysans romands

Aline Andrey

Uniterre et la jeune plateforme Agriculture du futur ont lancé un réseau romand de solidarité* pour rapprocher population et agriculteurs. Plus d'une soixantaine de bénévoles ont pu se rendre dans des fermes pour offrir leur force de travail durant la Journée internationale des luttes paysannes le 17 avril (voir aussi ci-dessus). «Notre plateforme est avant tout un outil de partage. Et notre réseau repose surtout sur du travail volontaire. Même s'il y a quelques offres d'emplois – pour l'instant principalement en Suisse alémanique – nous ne sommes pas un réseau professionnel comme Agrix**», indique Alexis Dubout, membre

de la plateforme et de la Grève du climat. Désherbage, coupage de bois, nettoyage, autant de coups de main appréciés et surtout d'occasions d'échanger. Isabelle Gabioud, vice-présidente de Bio Valais, est enthousiaste: «C'était super! Les trois jeunes bénévoles et moi avons beaucoup parlé des fondamentaux: l'alimentation et son juste prix, la santé, la connexion à la terre...» Pour la cultivatrice de plantes médicinales, cette sensibilisation concerne la lutte paysanne dont l'importance a été révélée durant la pandémie. Elle observe une recrudescence d'offres d'emploi de la part de professionnels d'autres secteurs, et une véritable explosion des ventes directes. «Les paysans se

sont pliés en huit pour répondre à la demande, réorganiser leurs self-services ou livrer à domicile. J'espère que les clients seront là pour eux demain aussi», souligne Isabelle Gabioud. Même constat du côté de Nicola Dänzer, éleveur de daims dans le canton de Vaud, qui a vu ses ventes directes de viande grimper. Il a aussi participé à la journée du 17 avril malgré les nombreuses propositions d'aide provenant déjà de ses connaissances ayant plus de temps et en quête de nature. «A condition de s'organiser, un coup de main bénévole régulier est toujours bienvenu. La plateforme Agriculture du futur, c'est du gagnant-gagnant, car cela permet de créer des liens.»

SEMER DES GRAINES

Ce mouvement a aussi pour but de rapprocher jeunes militants du climat et paysans de tous bords, selon Layla Outemzabet, membre de la Grève du climat et d'Agriculture du futur: «Des paysans de l'agriculture conventionnelle peuvent se sentir attaqués par nos revendications écologistes. Or, pour nous, il est important de différencier l'impact écologique entre, par exemple, l'importation et la production de viande d'un élevage agro-industriel en Uruguay et le travail d'un petit agriculteur conventionnel de Suisse ou d'ailleurs. Plus une ferme est petite plus son impact écologique sur

la planète l'est aussi. L'agriculture doit changer, en interdisant notamment l'usage de pesticides. Mais on ne peut pas attaquer individuellement tel ou tel paysan coincé par un système, en manque de possibilités financières ou de temps.» Et la jeune apprentie ébéniste de remarquer: «C'est intéressant d'avoir des discussions avec des paysans qui votent à droite, mais qui se retrouvent pourtant dans certaines de nos idées.» L'alliance Agriculture du futur émane du mouvement Grève pour le climat et regroupe des organisations agricoles (notamment Uniterre et l'association des petits paysans) et écologiques (Greenpeace, WWF, Pro Natura, etc.) ainsi que des œuvres d'entraide, par exemple Pain pour le prochain. Elle prône qu'«une agriculture adaptée au futur doit être respectueuse envers le climat et socialement acceptable» pour atteindre une émission de gaz à effet de serre nulle d'ici à 2030. Le 22 février dernier, une manifestation réunissait à Berne quelque 4500 personnes, paysans et militants du climat, pour contester la Politique agricole 22+ du Conseil fédéral. ■

*agriculturedufutur.ch/reseau-solidaire

**agrix.ch

BRÈVES

MONDE 50^e JOURNÉE DE LA TERRE

A l'occasion de la 50^e journée de la Terre, le 22 avril, le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé à «agir de manière décisive pour protéger notre planète à la fois du coronavirus et de la menace existentielle du dérèglement climatique». Dans ce sens, la relance de l'économie se doit d'être écologique: «Nous devons créer de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises grâce à une transition verte et propre.» Ce même jour, l'organisation internationale Fridays for Future lançait un court métrage intitulé *Our house is burning* (Notre maison est en feu), appelant la population à réagir face au réchauffement climatique. ■ AA

SUISSE GELER LES DIVIDENDES

La semaine dernière, la pression s'est accentuée pour le gel des dividendes avant les assemblées générales d'UBS et de Credit Suisse, qui se déroulent respectivement le 29 et le 30 avril. Une coalition, regroupant des membres de la Grève du climat, de Breakfree Suisse, d'Extinction Rebellion, de la Grève féministe, de Collective Climate Justice, de Fossil Free Switzerland et d'Uniterre, ainsi qu'une quarantaine de personnalités, dont des économistes et des chercheurs, appellent ces deux banques, et leurs consœurs, à ne pas payer des millions de dividendes à leurs actionnaires. Sous pression de la FINMA (l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers), UBS et Credit Suisse ont déjà décidé d'un versement en deux temps (la seconde tranche sera déboursée cet automne). Une mesure qui reste imprudente selon la coalition et scandaleuse en cette période de pandémie, «car elle diminue d'autant la capacité des banques à soutenir les secteurs de la société suisse les plus affectés: petites et moyennes entreprises, secteur de la restauration, foyers à revenus modestes...» ■ AA

act.campax.org/petitions/des-soins-pas-des-dividendes

FRIBOURG 500 MILLIONS POUR LE CLIMAT

Les mesures de relance économique doivent être écologiques et socialement justes selon la Grève du climat et les Grands-parents pour le climat du canton de Fribourg. Les deux collectifs ont donc lancé la semaine dernière une motion populaire pour qu'une partie de la fortune cantonale réponde «en même temps à la crise climatique et environnementale ainsi qu'à celle socioéconomique, liée au coronavirus». Les motionnaires proposent qu'une somme de 500 millions de francs serve à financer des mesures écologiques déjà en partie définies par l'Etat de Fribourg dans les secteurs du bâtiment, du fonds énergie, dans la stratégie de développement durable et pour la biodiversité, dans le plan climat et tout autre projet «contribuant à l'adaptation de notre société aux effets du dérèglement climatique et de la dégradation de l'environnement». ■ AA

Formulaire de signatures en ligne sur: fribourg.climatestrike.ch/500-millions



Le 17 avril, Isabelle Gabioud, cultivatrice et vice-présidente de Bio Valais, a accueilli des bénévoles grâce à la plateforme Agriculture du futur.

FLORINE KELLER

«Même dans la construction, les inspecteurs n'arrivent pas à suivre»

Unia Valais dénonce des réouvertures de commerces et d'établissements sans moyens de contrôle supplémentaires

Sylviane Herranz

Face à la reprise annoncée de certaines activités, depuis le début de cette semaine, notamment des prestataires de soins, des jardinerie et des magasins de bricolage, Unia Valais a exigé une augmentation des capacités de contrôles du canton afin de faire barrage au coronavirus, en vérifiant de visu, sur les lieux de travail, l'application des normes sanitaires. «Sans mise sur pied de ces contrôles, l'Etat prend le risque d'exposer à une possible contamination par le Covid-19 tant le personnel que la clientèle des établissements qui rouvriront prochainement», avertissait le syndicat dans un communiqué mercredi passé. Vendredi, le Conseil d'Etat valaisan communiquait sur les changements impliqués par ces réouvertures. Mais pas un mot sur le

renforcement de la surveillance exigé par le syndicat. «Rien! Les contrôles sont déjà insuffisants. Et nous n'avons eu aucune réponse à notre demande», s'indigne Jeanny Morard, secrétaire régional d'Unia Valais. Il explique que le nombre d'inspecteurs du travail et de la Suva n'a pas changé depuis le début de la crise. Et qu'une bonne partie d'entre eux sont dans les bureaux pour répondre au téléphone. «Même dans la construction, ils n'arrivent pas à suivre. Nous avions signalé à la Suva plus de 280 chantiers où les mesures n'étaient pas respectées, seuls vingt ont été visités. Avec les réouvertures, ce sera incontrôlable. Il y a par exemple une centaine de salons de coiffure rien qu'à Sion, et le Valais compte énormément de petits indépendants. On nous dit de respecter les règles, mais rien n'est fait pour le vérifier. C'est comme laisser les



NEIL LABRADOR

La reprise des activités dans des enseignes telles que les jardinerie ou les salons de coiffure inquiète Unia Valais qui demande un renforcement des moyens de vérifier l'application des mesures sanitaires.

gens rouler à 180 km/h sur l'autoroute sans qu'il y ait de contrôles ou de sanctions.» Le syndicaliste ajoute qu'Unia serait disposé à assumer une part de cette surveillance, en ayant bien sûr le pouvoir de décider de la fermeture d'un chantier ou d'un commerce où les mesures sanitaires ne seraient pas appliquées, même par la faute des clients. «Notre équipe va continuer à faire son travail sur le terrain et à dénoncer les entreprises où ça ne joue pas. Nous souhaitons freiner ce mouvement vers une ouverture complète des magasins le 11 mai.»

LES REVENUS DOIVENT ÊTRE COMPENSÉS À 100%

Autre revendication d'Unia Valais, celle de verser aux employés du canton ayant un revenu modeste ou moyen la perte de salaire due aux ré-

ductions de l'horaire de travail (RHT) avec l'argent qui ne sera pas déboursé pour les indépendants, soit entre 15 et 20 millions de francs. L'Etat du Valais avait en effet mis à la disposition des indépendants affectés par la crise sanitaire une somme de 25 millions. Or, à la suite de l'augmentation de l'aide aux indépendants décidée par le Conseil fédéral le 16 avril, seuls 5 à 10 millions seront utilisés. Là aussi, aucune réponse de la part du Conseil d'Etat. Ce dernier s'est uniquement tourné vers la Confédération pour lui demander le paiement à 100% du salaire en cas de RHT, ainsi qu'une protection des employés des groupes à risques ne pouvant travailler. Le Gouvernement valaisan préconise le paiement des salaires de ces personnes par les pouvoirs publics afin d'éviter, à terme, un licenciement. ■

Un plan social insuffisant

La blanchisserie Elis a mis un terme aux négociations avec Unia. Le plan social ne profitera qu'à une minorité des 35 personnes licenciées

Manon Todesco

Après l'annonce de la fermeture d'Elis, anciennement Blanchâtel, en octobre dernier, Unia avait réussi à prolonger la période de consultation. Toutes les alternatives proposées pour sauvegarder les emplois ayant été écartées par l'entreprise, basée à La Chaux-de-Fonds, et le Réseau hospitalier neuchâtelois (RHNe) ayant refusé de redonner le contrat de blanchisserie à Elis, des négociations ont été entamées concernant le plan social pour les 35 employés restants, majoritairement des femmes, souvent peu qualifiées.

Après plusieurs séances, un plan d'accompagnement a été proposé par Elis le 31 mars. Unia, en désaccord avec ce dernier, avait pointé les failles du plan présenté. «L'entreprise était prête à accorder une indemnité liée à l'âge et à l'ancienneté, mais cela ne concerne au final que très peu de collaborateurs», explique Marcelly De Lima Ribeiro, secrétaire syndicale chez Unia en charge du dossier. «Nous réclamions une indemnité de base pour tout le monde qui soit progressive selon l'âge et l'ancienneté. En somme, un système de forfait qui soit plus égalitaire.» Dans un courriel du 15 avril, l'entreprise considérant que «la prolongation de la période de consultation d'octobre

à mars représente un facteur essentiel du plan social», elle en restera aux premières mesures, mais dit montrer sa «bonne volonté» en acceptant de renoncer au solde négatif des vacances 2019, et s'engage à payer les heures supplémentaires avec la compensation de 25%. Pour le syndicat, la prolongation de cette période ne peut pas suffire à solder la partie, et le plan social est dès lors jugé insuffisant dans sa globalité. «Il n'y a pas de réelle reconnaissance du travail fourni pendant, parfois, de très longues années», regrette la syndicaliste, qui se charge maintenant d'accompagner ces femmes dans leur recherche, difficile, d'un nouvel emploi. Les travailleuses et les travailleurs, sou-

tenus par Unia, s'en remettent maintenant au Conseil d'Etat neuchâtelois, à travers une lettre ouverte le confrontant aux conséquences des privatisations des services étatiques, en l'occurrence de la privatisation du traitement du linge du RHNe qui a conduit au fil des années à la fermeture de Blanchâtel, historiquement la blanchisserie des hôpitaux. «Nous considérons que l'Etat porte une grande responsabilité parce qu'il s'est déchargé de ses travailleurs les plus précaires et nous attendions davantage de courage dans la gestion de ce dossier.» Une réponse est vivement attendue. ■

SECRÉTARIATS

BIENNE-SEELAND/ SOLEURE

Secrétariat de Bienne
Rue de Morat 33,
2502 Bienne
Tél. 032 329 33 33
Secrétariat de Granges-Longeau
Rue Centrale 3,
2540 Granges
Tél. 032 653 01 11

FRIBOURG

Secrétariat de Fribourg
Route des Arsenaux 15,
1700 Fribourg
Tél. 026 347 31 31
Secrétariat de Bulle
Rue de Vuippens 29,
1630 Bulle
Tél. 026 912 77 14

GENÈVE

Secrétariat
Chemin Surinam 5,
1203 Genève
Tél. 0848 949 120

NEUCHÂTEL

Secrétariat de Neuchâtel
Avenue de la Gare 3,
2000 Neuchâtel
Secrétariat de La Chaux-de-Fonds
Avenue Léopold-Robert 67,
2300 La Chaux-de-Fonds
Secrétariat du Locle
Crêt-Vaillant 19-21,
2400 Le Locle
Secrétariat de Fleurier
Place de la Gare 3, 2114 Fleurier
Pour les secrétariats de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, du Locle et Fleurier:
Tél. 0848 203 090
Depuis la France:
Tél. +41 848 203 090

TRANSJURANE

Secrétariat de Delémont
Rue des Moulins 19,
2800 Delémont
Secrétariat de Porrentruy
Rue des Baïches 18,
2900 Porrentruy

Secrétariat de Moutier
Rue Centrale 11, 2740 Moutier
Secrétariat de Tavannes
Rue du Quai 20, 2710 Tavannes
Secrétariat de Saint-Imier
Rue Francillon 10, 2610 St-Imier
Pour les secrétariats de Delémont, Porrentruy, Moutier, Tavannes et Saint-Imier:
Tél. 0848 421 600
Depuis la France:
Tél. +41 848 421 600

VALAIS

Secrétariat de Sion
Rue de la Dent Blanche 9,
1950 Sion
Secrétariat de Sierre
Rue du Temple 3, 3960 Sierre
Secrétariat de Monthey
Avenue de la Gare 15,
1870 Monthey
Secrétariat de Martigny
Avenue de la Gare 56,
1920 Martigny
Pour les secrétariats de Sion,

Sierre, Monthey et Martigny:
Tél. 027 602 60 00
Depuis la France:
Tél. +41 27 602 60 00

VAUD

Secrétariat de Lausanne
Place de la Riponne 4,
1002 Lausanne
Secrétariat de Vevey
Avenue Paul-Cérésolle 22,
1800 Vevey
Secrétariat d'Aigle
Chemin de la Zima 2, 1860 Aigle
Secrétariat de Nyon
Rue de la Morâche 3, 1260 Nyon
Secrétariat d'Yverdon
Rue Haldimand 23,
1400 Yverdon-les-Bains
Secrétariat du Sentier
Grand-Rue 44, 1347 Le Sentier
Pour les secrétariats de Lausanne, Vevey, Aigle, Nyon, Yverdon et Le Sentier:
Tél. 0848 606 606
Depuis la France:
Tél. +41 848 606 606

AGENDA VAUD

RIVIERA – EST VAUDOIS

GRUPE DES RETRAITÉS

Annulation des sorties prévues
En raison de la pandémie du coronavirus, le comité du groupe des retraités et retraitées de la section Riviera - Est Vaudois a le regret de vous informer de l'annulation des deux sortie prévues cette année. Le repas de fin d'année est lui maintenu. En espérant que vous allez tous bien, le comité se réjouit de vous revoir en forme l'année prochaine.
Pour le comité: Jean-Paul De Régibus, président.

BRÈVE

CORONAVIRUS VUE D'ENSEMBLE DES MESURES CANTONALES

Sur son site internet, l'Union syndicale suisse (USS) offre un suivi des mesures prises par les cantons en complément de celles de la Confédération pour atténuer les conséquences économiques dues à l'épidémie de coronavirus. Ces dispositions varient beaucoup d'un canton à l'autre. Les informations sont mises à jour régulièrement par l'USS. ■ **L'ES**

A retrouver sur le lien:
uss.ch/corona-virus/detail/suivi-des-mesures-cantonales

COURRIERS

COUP DE GUEULE

Quelle différence entre un prolétaire suisse et un chinois? Aucune! Selon le Petit Larousse, la définition du prolétaire est: personne exerçant un métier manuel et ne disposant pour vivre que de la rémunération, généralement peu élevée, que lui alloue celui à qui il vend sa force de travail! Pour le Suisse, il peut éventuellement oublier de travailler car l'environnement vient à son secours de par l'image d'un pays riche, parole de la présidente de la Confédération au début du mois de mars. Pour le Chinois, c'est différent, la rétribution de son travail l'oblige à braconner pour se nourrir. La suite vous la connaissez, virus, docteur emprisonné et mort, puis dissémination mondiale! Conclusion: prolétaire suisse, continue d'acheter chinois, c'est tellement agréable de vivre confiné... ■
Raymond Duvoisin, Villars-Burquin

LE GOUVERNEMENT DE DONALD TRUMP MENACE LA VIE DES CUBAINS

L'acharnement du gouvernement des Etats-Unis contre Cuba semble n'avoir aucune limite. Dernier épisode en date, la prohibition faite aux entreprises étasuniennes de vendre des respirateurs pulmonaires à Cuba dans le cadre de sa lutte contre le Covid-19. Certaines entreprises fournissant ce matériel ont récemment informé le Ministère de la santé publique cubain de l'arrêt de toutes relations commerciales avec l'île. C'est le cas des fabricants IMT Medical AG et Acutronic rachetés par l'entreprise étasunienne Vyair Medical Inc. ayant son siège dans l'Illinois. Ces entreprises ont fait savoir qu'elles étaient maintenant tenues d'appliquer les directives émanant des lois et des dispositions établies par le gouvernement des Etats-Unis interdisant tout commerce avec Cuba. Ce nouveau durcissement intervient à un moment où les appels à la levée des sanctions unilatérales, mettant en grave danger les peuples dans cette période de crise sanitaire, sont toujours plus nombreux. Le gouvernement des Etats-Unis montre qu'il n'en a cure et que son objectif principal reste le même depuis 60 ans: mettre Cuba à genoux et punir son peuple d'avoir choisi de s'émanciper de sa domination. On comprend que Cuba soit un «mauvais exemple» que les Etats-Unis souhaitent voir disparaître de la région. En effet, sur le plan interne, le Gouvernement cubain a maintenu l'accès à la santé et à l'éducation pour l'ensemble de sa population au centre de ses préoccupations. Ces avancées sont remarquables et ce en dépit du féroce blocus qui continue d'avoir de graves conséquences sur le développement du pays. Sur le plan externe, Cuba n'exporte que la solidarité et ne représente une menace pour personne. Les brigades médicales cubaines sont toujours les premières à répondre présent face aux urgences humanitaires: hier, en Haïti à la suite du tremblement de terre ou encore pour lutter contre Ebola en Afrique de l'Ouest; aujourd'hui, les professionnels de la santé cubains sont présents dans 59 pays (dont des pays européens!) et apportent leur grand savoir-faire dans la lutte contre le Covid-19. Sur le plan diplomatique, Cuba mérite donc d'être traité comme un pays dont la souveraineté est reconnue et que cessent les agressions constantes des Etats-Unis à son égard. Sur le plan suisse, l'ONG médicale MediCuba (medicuba.ch/fr) dénonçait récemment la décision de PostFinance de suspendre ses transactions financières vers Cuba et expliquait que cette décision compliquerait ses activités qui consistent précisément à atténuer les effets du blocus sur le système de santé cubain. Une honte, au moment où Cuba donne une nouvelle leçon de solidarité au monde! ■
Tony Mainolfi, Genève

UNE RÉOUVERTURE DES ÉCOLES ET DES CRÈCHES AUSSI LENTE QUE NÉCESSAIRE

Un retour des élèves de l'école obligatoire dans leurs classes dès le 11 mai ne convainc pas les syndicats d'enseignants, qui en demandent le report

Textes Jérôme Béguin

Ce mercredi 29 avril, le Conseil fédéral doit confirmer et préciser son annonce du 16 avril sur la réouverture des écoles obligatoires dès le 11 mai. Il semble toutefois peu probable que le gouvernement parvienne à lever les doutes des enseignants et des parents. Comment assurer les prescriptions de l'Office fédéral de la santé publique dans les salles de classe (OFSP), les cours de récréation, les cantines ou les transports? Comment protéger le personnel enseignant et parascolaire?

L'annonce du 16 avril a provoqué une levée syndicale de boucliers. La coordination romande des groupes Enseignements du Syndicat des services publics (SSP) a dénoncé dans un communiqué une volonté de faire «passer les profits avant les considérations sanitaires, pédagogiques et sociales», qui «fait courir le risque d'une nouvelle propagation du virus au sein de la population tout entière». «La fonction première de l'école serait ainsi d'occuper les enfants afin que les salariés retournent au travail», ponctue le SSP en invitant les cantons romands à repousser cette reprise. A quelle date? «Nous attendons des réponses aux questions que nous nous posons, nous voulons que

tous les aspects soient étudiés, que, d'un point de vue sanitaire, nous puissions nous appuyer sur des études et un concept clair. Ce n'est pas une demande exagérée et il n'y a pas de raison que cela dure des mois. Mais on ne voit pas comment une ouverture le 11 mai serait possible», répond Philippe Martin, secrétaire central du SSP.

Le syndicat tient toutefois à préciser que, dès lors que les conditions sanitaires seront remplies, la reprise des cours en classe reste indispensable. Le «télé-enseignement» n'étant guère praticable dans nombre de contextes familiaux, il aggrave les inégalités. «Les enseignants ont fait de leur mieux pour garder le lien avec les élèves, mais le renforcement de l'école à distance est difficile», indique Philippe Martin. Le SSP demande des «investissements massifs» dès la rentrée d'août. «Ce ne sera pas une rentrée ordinaire, il faudra porter une attention particulière aux élèves qui ont décroché durant la période de confinement et offrir des appuis aux élèves les plus en difficulté.» Même son de cloche du Syndicat des enseignants romands (SER), qui, dans une prise de position, souligne l'incohérence entre la décision de fermer abruptement les écoles le 13 mars et cette réouverture le 11 mai «sans que les éléments scientifiques aient réellement changé». «Il est essentiel de ne pas se précipiter et de s'assurer d'une organisation qui garantisse la sécurité sanitaire des enseignants, des élèves et de toutes les personnes travaillant au sein des établissements», écrit le SER. Du côté des parents, beaucoup ne semblent pas non plus pressés. Selon un coup de sonde réalisé auprès de 10 000 visiteurs des sites de Tamedia, une nette majorité estime qu'une rentrée le 11 mai est une «mauvaise idée». Une pétition lancée dans le canton de Vaud



Les écoles sont toujours désertes, comme ici à Chavornay. Mais leur ouverture prochaine est précipitée, estiment les syndicats romands des enseignants et de nombreux parents. Le Conseil fédéral doit annoncer aujourd'hui s'il maintient la date prévue du 11 mai.

avait, pour sa part, recueilli en fin de semaine dernière plus de 16 000 signatures contre cette minirentree à seulement sept semaines des vacances d'été.

N'OUVRIRE LES CRÈCHES QU'AU COMPTE-GOUTTES

La situation diffère dans les structures d'accueil de la petite enfance, la Confédération ayant laissé aux cantons la liberté de les fermer ou pas. Les cantons romands ont opté pour la fermeture tout en assurant un accueil minimal pour les parents en première ligne dans la lutte contre la pandémie ou n'ayant pas trouvé de solution de garde. Ce service minimal était appelé à s'élargir ce lundi 27 avril pour répondre aux besoins créés par le redémarrage de certaines branches. Cette première étape d'une réouverture progressive des crèches était appréhendée par le personnel, nous expliquait la semaine dernière Maria Pedrosa, secrétaire syndicale du SSP Vaud. «La question n'est pas tant de savoir à quelle date a lieu cette réouverture, mais dans quelles conditions elle se déroule. Il y a une grande incertitude sur le nombre d'enfants à accueillir. Nous espérons le moins possible afin que le personnel soit protégé au mieux.» Respecter les règles de distance de l'OFSP avec

des tout-petits est illusoire, mais pour assurer ce service minimal les cantons ont édicté des normes – le «cadre de référence de crise» pour Vaud – qui réduisent notamment le nombre d'enfants par groupe et augmentent le nombre de mètres carrés par enfant. «Nous avons demandé aux autorités cantonales que le cadre de crise soit maintenu, que les structures n'ouvrent qu'au compte-gouttes et que l'accueil soit limité aux enfants dont les deux parents doivent se rendre sur le lieu de travail.»

Pour Maria Pedrosa, cette crise aura eu le mérite de révéler le rôle essen-

tiel joué par les institutions de la petite enfance. La secrétaire syndicale plaide pour une revalorisation des métiers de l'enfance, qui restent essentiellement féminins. «Cela passe par une augmentation des salaires du personnel, qui, à formation égale, gagne nettement moins que des secteurs masculins. Les salaires sont d'autant plus bas que l'on dénombre beaucoup de temps partiels.» Cette revalorisation implique également de mettre l'accent sur la formation et le financement. ■

L'USS DEMANDE UN SOUTIEN POUR LES CRÈCHES

Privées de la contribution financière des parents, passablement de crèches se retrouvent dans une mauvaise passe. L'accueil réduit d'enfants se révèle déficitaire, les baisses de recettes pouvant atteindre des dizaines de milliers de francs par mois et par structure. L'Union syndicale suisse (USS) craint que des places ne disparaissent et tire la sonnette d'alarme. «Pour beaucoup de femmes, cela signifierait un retrait de la vie professionnelle», estime la faïtière syndicale, qui invite le Parlement à prendre les décisions qui s'imposent lors de la session spéciale du mois de mai. La Commission de l'éducation du Conseil national propose que la Confédération compense la moitié des coûts engagés par les cantons pour soutenir les institutions de la petite enfance, ce qui constituerait un ballon d'oxygène. ■



Les portes des écoles devraient bientôt s'ouvrir.

Après l'indignation, le soulagement



Françoise Berclaz a cherché à maintenir le lien avec sa clientèle.

Les grandes surfaces devront finalement attendre le 11 mai pour proposer à la clientèle l'intégralité de leur assortiment. Réaction soulagée d'une libraire

Sonya Mermoud

Face à la grogne des petits commerces, le Conseil fédéral a fait marche arrière. Les grandes surfaces devront elles aussi patienter jusqu'au 11 mai pour rendre accessible l'ensemble de leur assortiment à la clientèle. Cette décision a été communiquée le 22 avril dernier lors d'une conférence de presse du gouvernement. Un rétropédalage accueilli avec soulagement par Françoise Berclaz, responsable de la librairie La Liseuse à Sion. «Il s'agissait clairement d'une concurrence déloyale. Une protection accordée aux grands alors qu'on laisse les petits se débrouiller seuls. Deux poids, deux mesures.» La Valaisanne était d'autant plus indignée que les magasins indépendants de la branche, fortement pénalisés par la crise, doivent déjà se battre contre le géant du web Amazon. «Le marché du livre est fragile. Nombre d'entre nous sommes en mode survie», poursuit la responsable rappelant qu'une pétition avait été lancée à la suite de l'annonce des autorités faisant état de possibilités de vente étendues des supermarchés. Un texte qui a récolté quelque 8200 signatures en un temps record. «Elle aura certainement donné un coup de pouce... Tous les professionnels du secteur l'ont soutenu.

Le gouvernement a aussi joué la carte de la prudence en changeant de cap.» Françoise Berclaz insiste encore sur le rôle fondamental des ouvrages. Et se remémore avec émotion les deux derniers jours ayant précédé la fermeture de son enseigne, le 16 mars. «Les clients étaient euphoriques en découvrant que le magasin était toujours ouvert. Ils ont fait d'importantes réserves. Des achats compulsifs. Le livre est un produit de première nécessité, soumis au même taux de TVA que les biens figurant dans cette catégorie.»

INQUIÉTUDES POUR L'AVENIR

Dans ce contexte, soucieuse de répondre aux attentes des acheteurs, la librairie aurait volontiers gardé ouvert son commerce d'une superficie de 300 m², en respectant bien entendu les prescriptions sanitaires et en filtrant les entrées. Une interdiction ressentie comme une injustice... A défaut, elle a valorisé la vente en ligne: «Un instrument magnifique pour maintenir le lien avec les intéressés. Nous avons organisé une permanence le matin avec une équipe réduite. Mes collaborateurs – huit employés à temps partiel – ont travaillé par tournus pour réceptionner les commandes et organiser les livraisons à domicile, en appliquant bien sûr les exigences sécuritaires. Au

chômage partiel, ils ont été ravis de conserver une petite activité. De se sentir utiles. Une super ambiance.» Cette opération ne suffira toutefois de loin pas à combler le manque à gagner lié à la fermeture, représentant tout au plus 10% à 15% du chiffre d'affaires. «De manière générale, je suis très inquiète pour l'avenir des librairies indépendantes. Et je doute que les ventes vont repartir en flèche. Ce printemps, les personnes auront davantage envie de profiter de la nature», note Françoise Berclaz qui a recouru au prêt extraordinaire accordé aux entreprises. Non sans déplorer la position de l'Office fédéral de la culture qui n'a pas intégré dans ses mesures de soutien les maisons d'édition et les librairies. «Nous avons été écartés. Nous sommes pourtant un maillon significatif de la chaîne.» Quoi qu'il en soit, Françoise Berclaz se réjouit de la reprise: «Nous ne pouvons pas rester confinés toute notre vie. Nous ferons bien sûr attention.» Et de se demander en rigolant si, après deux mois d'abandon, La Liseuse va la reconnaître. Pas de souci à avoir, l'ancienne présidente de l'association suisse des libraires occupe son poste depuis plus d'une trentaine d'années... ■

HUIT MILLE ARBRES À ÉLEVER

Avril 2019. Sur l'île grecque d'Eubée, Dimitri Tsitos, 25 ans, écrit l'histoire de 8000 arbres. Lui, son père, sa mère, sa sœur et un ami s'inspirent de la forêt pour régénérer le sol dégradé de leur terrain



Surfaces agricoles – La surface du terrain de Mazi Farm est dans la norme: en Grèce, la taille moyenne des exploitations est de 4,8 hectares. En comparaison, en France, la surface moyenne est de 63 hectares, et en Suisse, de 19 hectares.

Cécile Gavlak
Photos Alexis Voelin

Dans le sud d'Eubée, deuxième plus grande île de Grèce après la Crète, une route monte de la mer jusqu'à Styra. Dans ce village, vit et travaille l'équipe de Mazi Farm. Μάζι, prononcer [mazi], signifie «ensemble» en grec. L'ensemble: Dimitri Tsitos le fils, Georges le père, Christine la mère, Solène la sœur et Etienne Compagnon, grand ami de Dimitri. Alors que la lutte contre une austérité dévastatrice perdure pour la population grecque, je rencontre cette famille aux multiples nationalités sur son terrain agricole, comme une bulle au milieu du bazar de ce pays. En ce mois d'avril 2019, le village est empêtré dans l'hiver. Dimitri était destiné à suivre des études d'économie. Mais après son Bachelor à l'Université d'Exeter en Angleterre, il rompaît avec la voie toute tracée. Il voulait d'abord goûter le monde. Direction la Colombie, puis l'Equateur, où la pause se transforme en rupture définitive. Il a le coup de foudre pour un mot qui lui servira de porte d'entrée dans l'agriculture: permaculture. De nationalités anglaise, française et suisse, d'un père grec et d'une mère française, il baigne dans un mélange d'influences. Son père, Georges Tsitos, a grandi à Genève, élevé à la grecque. A 27 ans, il créait sa première société. Puis, il a monté et redressé des entreprises, principalement des PME, il a bien gagné sa vie. Avec Christine, sa femme, ils ont trimbalé leurs deux enfants au rythme de ses défis professionnels. Genève, Londres, la Haute-Savoie, puis Athènes.

LE DUO PÈRE-FILS

Mazi Farm est donc né de ce père et de ce fils, qui ont investi toutes leurs économies et la retraite de Georges dans ce projet: 300 000 euros depuis le début. C'était en 2017. Ils décidaient d'acheter deux parcelles pour créer une ferme régénérative fondée sur le principe de l'agroforesterie. L'idée de l'agriculture régénérative n'est pas seulement

de maintenir la fertilité de la terre, mais de l'augmenter grâce aux cultures. Le premier jour du reportage, je me glisse dans leur rythme. Rendez-vous sur le terrain à 8 heures. Au quotidien, Georges s'occupe plutôt des infrastructures, de l'équipement, du travail manuel; et Dimitri pense *business plan* et agronomie, il étudie, se renseigne, expérimente. Ils avancent, dans une collaboration aussi fragile que puissante. Il faut affronter une pente raide pour atteindre le terrain juché sur une colline, un total de 5 hectares vallonnés, un labyrinthe pour qui ne travaille pas ici tous les jours. En lignes: des figuiers, amandiers, grenadiers, pistachiers, figuiers de barbarie, acacias, eucalyptus, quinze essences au total, des troncs d'un mètre de haut tout au plus. Arbres minuscules et décoiffés. La terre, elle, est dégradée. Des incendies et des décennies de pâture ont ralenti la vie. L'aventure de Mazi Farm doit prouver qu'on peut régénérer même le pire des sols. A force d'engrais naturels et de fumier, les arbres créeront la matière organique et se débrouilleront. C'est le cercle vertueux qu'on appelle régénératif. Une promesse pour l'avenir.

PRODUIRE DE LA MATIÈRE ORGANIQUE

Partout sur le terrain, le vent du nord nous fouette sans scrupules. Aujourd'hui, Georges et Petros, un maçon de la région d'origine albanaise, œuvrent à la construction d'une structure qui servira d'atelier. Plus loin, Etienne désherbe autour des jeunes troncs. Et Dimitri passe la débroussailluse entre les rangées d'arbres. L'herbe coupée restera au sol, dans l'optique de produire de la matière organique. Dimitri a choisi de renoncer, en tout cas temporairement, à une vie de jeune homme de 25 ans, cloîtré dans ce village de 300 habitants. «Mes parents m'ont beaucoup donné et moi, maintenant, je bosse pour eux, dira-t-il. Pour moi, c'est une évidence de faire ça. Avoir une terre, c'est le plus grand des engagements. Parce que si t'as un travail, tu peux changer de travail. Mais si t'as une terre, tu peux pas changer de terre. T'es lié à

ce terrain, t'as une responsabilité, tu peux pas partir, l'abandonner.» Le lendemain, on en fait le tour avec Georges. Je slalome entre de tout petits fruitiers plantés anarchiquement. Leur forêt comestible. Puis, on longe encore des lignes d'arbres. Ils ne montent pas bien haut, pourtant ils s'ancrent. La vigne, le cactus, le cyprès... Mon imagination balance entre une future forêt luxuriante et un rêve irréalisable. Sans en connaître l'issue, je ne peux que mesurer l'élan de cette famille. On continue à arpenter cette forêt miniature, comme une blague, un projet déraisonnable. Sur un sol si dévasté. Quelle idée. Dans son coupe-vent, Georges se faufile entre buissons et arbres. «Dans mon ancien boulot, j'étais toujours en train d'accélérer le temps, raconte-t-il. Quand quelque chose n'allait pas assez vite, je jetais de l'argent, j'augmentais les ressources humaines. Mais là, je ne peux rien faire. Ce sont les arbres qui décident.» Deux jours plus tard, Dimitri et sa sœur, Solène, clapotent sur leurs ordinateurs. Soudain, Dimitri lève la tête: un café coopératif d'Athènes leur propose d'organiser un événement pour présenter Mazi Farm, échanger avec d'autres. Solène note le rendez-vous, euphorique. Agée de 23 ans, elle s'est greffée au projet, à reculons d'abord. «Avant, on avait tous des vies très rapides, on ne se voyait presque jamais, raconte-t-elle. Et tout à coup, j'ai vu mon père lire des livres sur la nature, sur l'écologie, pour comprendre les choix de Dimitri, alors qu'il ne s'était jamais intéressé à ça! On n'avait jamais fait pousser une tomate de notre vie!» L'aventure familiale a été son terrain d'apprentissage pour la communication. Site internet, milliers de contacts sur les réseaux sociaux, T-shirts et sacs à dos avec leur logo et même une marque, Mazi Spoon, pour la commercialisation. Comme une charrie avant les bœufs, tout est prêt pour la vente alors qu'il n'y a encore rien à acheter. Trois semaines ont passé depuis mon premier jour ici. Ce matin, Dimitri et Etienne déposent au pied des arbres un mélange de broyat de branches

et de fumier, ce qui servira à nourrir le sol et à garder l'humidité. Les mains au travail, on se met à parler de l'effondrement de nos sociétés, de la destruction des écosystèmes. Un grand découragement s'invite et une pointe de survivalisme. Les deux amis ne se voilent pas la face, ils savent que les forces de destruction sont puissantes, face à l'agriculture régénérative. «C'est stratégique de produire sa nourriture, c'est une question de sécurité pour la famille, explique Dimitri. C'est aussi pour ça qu'on le fait.» Aujourd'hui, en 2020, Dimitri est confiné au Brésil où il avait prévu de poursuivre sa formation auprès d'Ernst Gotsch, agriculteur et chercheur suisse avec qui il a déjà beaucoup appris. Ses parents, eux, continuent le travail à Styra et attendent les premières amandes. Personne ne sait quand Dimitri reviendra, ni s'il reviendra. Mais cette nouvelle étape n'est pas un obstacle. Dans les projets fous comme celui-ci, l'obstacle principal, c'est le qu'en-dira-t-on. La tentation est grande de douter, de rire, d'ironiser sur l'irréalisable. Difficile de juste admirer l'investissement total quand on ne connaît pas l'issue. Mais un jour, lorsque le défi monumental aboutit, plus personne ne rit. Devant l'œuvre finale, on ne peut qu'admirer le parcours. Pour Mazi Farm, le chemin se poursuit. ■

Reportage réalisé entre le 2 et le 25 avril 2019 sur l'île d'Eubée, en Grèce.

ICI BAZAR

Cet article est la version condensée d'un reportage texte et photos de 32 pages, réalisé pour *Ici Bazar*, revue qui explore un autre monde du travail, plus humain.

Pour commander la revue ou s'abonner: icibazar.com

Site de Mazi Farm: mazifarm.com



Construction – Avec les conseils d'un ami charpentier, le père et le fils travaillent sur un futur atelier. «Avant, je n'avais jamais rien construit», dit Georges.



Prêle – Dimitri s'apprête à asperger les feuilles des arbres avec une décoction de purin de prêle. Dans la foulée, cette action sera répertoriée dans un tableau Excel.



Bureau – Dimitri Tsitos répond aux nombreux e-mails. Solène, sa sœur, quant à elle, assure la présence de Mazi Farm sur les réseaux sociaux.



Ruches – C'est l'installation des premières abeilles amenées par un apiculteur de la région. Le moment est presque solennel.



Politique – Etienne: «La préoccupation environnementale est au-dessus de l'économique. En ça, Mazi Farm est anticapitaliste.»



Apprendre – Solène, Etienne et Dimitri, partis de zéro dans l'agriculture, écoutent les remarques d'un agronome (debout sur la pierre) venu visiter leur terrain.



Soutien – «Mon job, ici, c'est d'écouter les émotions de chacun, de soutenir moralement tout le monde», dit Christine, au centre, mère de Dimitri et de Solène.